

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 2463

[C - 2007/31230]

Contrat de gestion
entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
et la Société bruxelloise de Gestion de l'Eau (SBGE)

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2007/31230]

Beheerscontract
afgesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
en de Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer (BMWB)

TABLE DES MATIERES

TITRE I	Dispositions générales.....
Article 1.	Définitions.....
Article 2.	Objet du Contrat.....
Article 3.	Portée du Contrat.....
Article 4.	Durée du Contrat et entrée en vigueur.....
Article 5.	Mission de la SBGE.....
Article 6.	Règles de conduite vis-à-vis des bénéficiaires de services.....
TITRE II	Engagements reciproques des parties.....
Article 7.	Engagement de la SBGE à assurer l'assainissement public.....
Article 8.	Engagement de la SBGE à conclure des Contrats de Services d'Assainissement.....
Article 9.	Engagement de la Région à financer la SBGE.....
Article 10.	Engagements réciproques liés au démarrage de l'activité.....
Article 11.	Prestations de services d'assainissement et de transport d'eaux usées rendus par la Région dans cadre du démarrage de la SBGE.....
TITRE III	Financement des activités de la SBGE.....
Article 12.	Objectifs additionnels demandés à la SBGE par le Gouvernement.....
Article 13.	Financement de la SBGE.....
Article 14.	Définition du prix des services fournis par la SBGE.....
Article 15.	Subsides et prix unitaires pour les années 2006 et 2007.....
Article 16.	Gestion comptable.....
TITRE IV	Information, suivi, évaluation.....
Article 17.	Information du Gouvernement et du Ministre.....
Article 18.	Rapport annuel.....
Article 19.	Suivi semestriel du Contrat.....
Article 20.	Evaluation intermédiaire du Contrat.....
Article 21.	Modalités de suivi et d'évaluation du Contrat.....
Article 22.	Sanctions.....
TITRE V	Modification et fin du Contrat.....
Article 23.	Adaptation du Contrat suite à une évolution du contexte.....
Article 24.	Avenant au Contrat.....
Article 25.	Annexes au Contrat et modifications des Annexes.....
Article 26.	Fin du Contrat.....
TITRE VI	Dispositions finales.....
Article 27.	Entrée en vigueur du Contrat.....
Annexes	
Annexe 1 : Plans d'investissement, opérationnel et financier.....	
Annexe 2 : Modalités de suivi et d'évaluation du Contrat.....	
Annexe 3 : Modalités d'estimation et d'application des prix unitaires d'assainissement.....	

Vu l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau (ci-après « l'Ordonnance ») ;

Vu les approbations du Gouvernement du 19 octobre 2006 et du 21 décembre 2006 ;

Vu l'approbation du Conseil d'administration de la SBGE du 15 décembre 2006 ;

ENTRE

La Société Bruxelloise de Gestion de l'Eau, société anonyme de droit public, représentée par messieurs Philippe Debry, Président du Conseil d'Administration, et Dirk de Smedt, Vice-Président du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article 25, § 2, de l'Ordonnance, ci-après dénommée « la SBGE »,

ET

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement en la personne de la Ministre dont relève la SBGE, conformément à l'article 24 § 1er l'Ordonnance, ci-après dénommée « la Région »,

il est convenu ce qui suit :

TITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Définitions

Au sens du présent Contrat et de ses Annexes, sauf indication contraire, les termes et expressions utilisés ont la signification définie à l'article 5 de l'Ordonnance.

Les mots définis au présent article sont utilisés avec une majuscule dans la suite du texte.

Annexes. Annexes au Contrat visées à l'Article 25 du présent Contrat

Contrat. Le présent Contrat entre la SBGE et le Gouvernement

Ministre. Ministre en charge de la Politique de l'Eau au sein du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Ordonnance. Ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau

SBGE. Société Bruxelloise de Gestion de l'Eau constituée par le Gouvernement conformément à l'Ordonnance

Distributeur : opérateur en charge de la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine, à savoir, conformément à l'Ordonnance, l'Intercommunale Bruxelloise de Distribution de l'Eau (IBDE)

Auto-producteur : personne morale ou physique qui utilise directement de l'eau obtenue par pompage dans la nappe phréatique

Contrat de Service d'Assainissement : convention conclue par la SBGE au terme de laquelle la SBGE fournit des services d'assainissement

Contrat Aquiris : Contrat de concession relatif à la construction et à l'exploitation de la station d'épuration de Bruxelles-Nord conclu entre Aquiris et la Région le 27 juin 2001, y compris ses avenants

Contrat CIBE : Contrat relatif à l'exploitation de la station d'épuration du bassin sud de la Région de Bruxelles-Capitale conclu entre la Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux (CIBE) et la Région le 28 avril 1994, y compris ses avenants

Gouvernement : Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Parties : Parties au présent Contrat

Région : Région de Bruxelles-Capitale

STEP : Station d'épuration

VIVAQUA : Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux (CIBE), conformément à sa nouvelle raison sociale

Article 2. Objet du Contrat

Le présent Contrat est conclu en application des articles 24 et 25 de l'Ordonnance. Il fixe les règles et les conditions selon lesquelles la SBGE exerce les missions qui lui sont confiées et règle les droits et obligations réciproques des Parties.

Article 3. Portée du Contrat

Les Annexes décrites à l'Article 25 sont annexées au présent Contrat et en font partie intégrante.

En cas de divergence d'interprétation entre ces documents, le Contrat prévaudra sur tous les autres documents annexés au Contrat.

Les Annexes au Contrat dont l'établissement est prévu après la signature du Contrat sont réputées en faire partie intégrante dès leur conclusion par les Parties.

Le Contrat et ses Annexes reflètent l'intégralité des accords des parties relativement à son objet et annulent et remplacent tous engagements ou contrats antérieurs verbaux ou écrits portant sur un objet identique.

Article 4. Durée du Contrat et entrée en vigueur

Conformément à l'article 25 de l'Ordonnance, la durée du présent Contrat est fixée à 5 ans, à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Si à l'échéance du Contrat aucun autre nouveau Contrat n'a été conclu, le présent Contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Contrat, et pendant une durée maximale d'un an.

Article 5. Mission de la SBGE

La SBGE exerce les missions définies à l'article 21 de l'Ordonnance dont notamment de :

- Prestation des services d'assainissement public des eaux résiduaires ;
- Coordination et intervention dans la réalisation de travaux d'égouttage, de collecte et d'épuration des eaux résiduaires urbaines sur des infrastructures dont la SBGE est gestionnaire.

La SBGE réalise ses services d'assainissement des eaux résiduaires urbaines de manière directe ou indirecte par l'intermédiaire de prestataires de service rémunérés par la SBGE pour ce faire.

Sauf disposition contraire, ces services d'assainissement sont considérés être réalisés par la SBGE en fonction des volumes d'eau distribués ou autoproduits.

Article 6. Règles de conduite vis-à-vis des bénéficiaires de services

La SBGE s'engage à respecter, vis-à-vis des bénéficiaires de ses services, les règles suivantes :

- Informer régulièrement, et ce au moins une fois par an, de la réalisation par la SBGE de ses missions ;
- Ne pas discriminer entre ses clients sauf sur base de critères objectifs et raisonnables ou de contrainte légale et réglementaire ;
- Imposer des conditions de paiement généralement acceptables pour ce genre de services, en particulier en terme de fréquence de paiement, de délai de paiement et d'intérêts de retard le cas échéant ;
- Rechercher à fournir ses services à des coûts minimum, tout en assurant la réalisation des objectifs convenus entre les Parties.

TITRE II ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

Article 7. Engagement de la SBGE à assurer l'assainissement public

La SBGE s'engage à:

- Assurer la réalisation de l'assainissement public dans la Région ;
- A planifier et réaliser les investissements nécessaires pour assurer la mission d'assainissement public dans la Région ;
- Assurer le fonctionnement optimal des réseaux d'égouts, collecteurs, stockages-tampons et stations d'épuration, à construire ou existants, et dont elle est gestionnaire ;
- Etablir, développer et exploiter un réseau de mesure, notamment de débits des cours d'eau et des collecteurs d'eaux usées, et de mesure de la pluviométrie.

Article 8. Engagement de la SBGE à conclure des Contrats de Services d'Assainissement

La SBGE s'engage à conclure, dans les six (6) mois après l'entrée en vigueur du Contrat, un Contrat de Service d'Assainissement avec le Distributeur et les Auto-producteurs qui le souhaitent.

Article 9. Engagement de la Région à financer la SBGE

La Région s'engage à mettre à disposition de la SBGE les subsides tels que déterminés sur base de l'Article 14 et de l'Article 15 du Contrat.

Article 10. Engagements réciproques liés au démarrage de l'activité

Dans le cadre du démarrage de l'activité de la SBGE, la Région s'engage à céder, vendre, apporter ou transférer à la SBGE, qui accepte, l'ensemble des actifs et contrats nécessaires à l'exercice des activités d'assainissement.

Les actifs immobiliers seront cédés avec application de la TVA si toutes les conditions pour ce faire sont remplies et notamment que les actifs puissent être considérés comme des bâtiments neufs au sens de la réglementation pertinente en matière de TVA.

Ces cessions et transferts comprennent :

- La vente à la SBGE avant la fin 2006, du Collecteur Nord pour un montant de 59.033.972 EUR HTVA ;
- La vente ou l'apport à la SBGE, à des conditions à convenir entre les Parties, des actifs de la Région nécessaires à l'assainissement de l'eau, à savoir :
 - STEP Sud ;
 - Stockage tampon Watermaelbeek ;
 - Stockage tampon Roodebeek ;
 - Stockage tampon Belliard ;
 - Collecteur Drootbeek ;

- Collecteur Rue Gray ;
 - Collecteur Boulevard Industriel ;
 - Collecteur St Gilles - rue des deux Gares ;
 - Collecteur Forest (axe Paepsem et Charroi) ;
 - Collecteur Anderlecht - siphon sous canal ;
 - Collecteur Uccle ;
 - Collecteur Ceria ;
 - Conduite effluent STEP Sud ;
 - Collecteur St Gilles - porte de Halle-midi ;
 - Collecteur Verrewinckelbeek - Drogenbos ;
 - Terrain STEP Sud ;
 - Terrain STEP Nord ;
 - Stockage tampon Flagey ;
 - Collecteur Tervueren ;
 - Collecteur Broebelaar ;
 - Réseau télémessure ;
 - Collecteur Anderlecht - liaison Neerpedebeek.
- Le transfert du Contrat Aquiris et de tous les droits et obligations qui s'y rapportent, sous la condition suspensive de l'acceptation par la société Aquiris de ce transfert ;
 - Le transfert du Contrat CIBE et de tous les droits et obligations qui s'y rapportent, sous la condition suspensive de l'acceptation par VIVAQUA de ce transfert.

Les coûts éventuels de litiges afférents aux actifs et contrats cédés, transférés, vendus ou apportés à la SBGE par la Région, en ce compris les condamnations éventuelles prononcées par les tribunaux, et qui auraient été initiés avant la signature du Contrat ou dont le fait ou l'acte générateur serait antérieur à la dite signature, seront pris en charge par la Région.

Parallèlement, la SBGE s'engage à conclure, avec le soutien de la Région, tous les contrats nécessaires à l'exercice des activités d'assainissement. En particulier :

- La conclusion des Contrats de Service d'Assainissement ;
- La conclusion avec la société Aquafin, sous condition de l'accord préalable pour ce faire de la Région flamande, de la Région de Bruxelles-Capitale et d'Aquafin, d'un Contrat de Services d'Assainissement au titre duquel Aquafin et la SBGE reprennent les engagements respectifs de la Région flamande et de la Région de Bruxelles-Capitale au titre de la « Convention entre l'exécutif flamand et l'exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale prévoyant la réalisation de l'infrastructure nécessaire pour l'épuration des eaux et la répartition du coût des travaux pour l'assainissement des bassins de la Senne et de la Woluwe en zone bruxelloise y compris les frais de fonctionnement et de traitement des boues ».

Dans le cadre du démarrage de l'activité de la SBGE, en attendant que la SBGE dispose du personnel lui permettant de gérer indépendamment les biens et les contrats dont elle à la charge, il est convenu que :

- La Région, fournira à la SBGE, tous les services nécessaires à la gestion de ces biens et contrats, ces services étant en particulier réalisés par les agents de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements en charge de la gestion de l'eau (« AED-eau ») du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- Le Conseil d'Administration de la SBGE et la direction de l'AED-eau conviendront :
 - des mandats spéciaux confiés par le Conseil d'Administration de la SBGE à des représentants de l'AED-eau ;
 - des modalités de suivi régulier par Conseil d'Administration de la SBGE des services fournis à la SBGE par l'AED-eau, suivi pour lequel le Conseil d'Administration de la SBGE, ou ses représentants, assureront une disponibilité suffisante ;

nécessaires au bon fonctionnement des services de gestion fournis de manière transitoire par l'AED-eau à la SBGE ;

- La Région se portera garante en ce qui concerne la responsabilité civile de la SBGE et des agents de la Région en ce qui concerne les biens et contrats pour lesquels la Région fournit à la SBGE des services de gestion à titre transitoire ;
- La Région et la SBGE procéderont dans les meilleurs délais à la mise à disposition des agents de la Région nécessaire au bon fonctionnement de la SBGE, en sus des recrutements effectués la cas échéant par la SBGE. Dans ce cadre, le Conseil d'Administration de la SBGE s'engage à établir un statut du personnel de la SBGE endéans les 5 (cinq) mois à compter de l'entrée en vigueur du Contrat.

Les engagements précédents dureront au plus neuf (9) mois à compter de l'entrée en vigueur du Contrat et se termineront dès lors que la SBGE disposera de l'ensemble du personnel lui permettant de gérer les biens et les contrats dont elle à la charge.

Article 11. Prestations de services d'assainissement et de transport d'eaux usées rendus par la Région dans cadre du démarrage de la SBGE

Dans le cadre du démarrage de l'activité de la SBGE, la Région pourra rendre des services d'assainissement et de transport d'eaux usées à la SBGE. Dans ce cadre, la Région pourra facturer à la SBGE ses services d'assainissement et de transport d'eaux usées sur base des charges supportées par la Région, en ce compris, les charges liées au Contrat CIBE et au Contrat Aquiris, jusqu'au transfert effectif de ces contrats.

Dans le cadre du démarrage de l'activité de la SBGE, au cas où la Région rendrait à une partie tierce des services d'assainissement et de transport d'eaux usées associés à des activités prestées par la SBGE, la SBGE pourra facturer à la Région ses services d'assainissement et de transport d'eaux usées sur base des revenus perçus par la Région dans ce cadre.

TITRE III FINANCEMENT DES ACTIVITES DE LA SBGE

Article 12. Objectifs additionnels demandés à la SBGE par le Gouvernement

Le Gouvernement s'engage à ne pas assigner à la SBGE, directement ou indirectement, d'objectifs additionnels sans s'assurer de la disponibilité des moyens nécessaires au sein de la SBGE ou sans s'assurer d'un apport de moyens additionnels nécessaires à la réalisation de ces objectifs additionnels.

En cas d'objectifs additionnels assignés par le Gouvernement, les moyens de financement de la SBGE seront fixés sur des bases négociées entre les Parties conformément à l'Article 13.

Toute adjonction d'objectifs additionnels sera traduite en avenant à ce Contrat qui identifiera les impacts sur la SBGE des objectifs additionnels.

Article 13. Financement de la SBGE

Le financement de la SBGE est assuré par des revenus commerciaux et des subsides versés par la Région.

Les revenus commerciaux de la SBGE associés à l'assainissement de l'eau sont facturés par la SBGE à toute personne physique ou morale ayant conclu un Contrat de Service d'Assainissement avec la SBGE, en particulier :

- Les opérateurs situés dans la Région et soumis à une obligation d'assainissement des eaux en vertu de l'Ordonnance, à savoir :
 - Le ou les opérateurs en charge de la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine ;
 - Tout consommateur qui utilise directement de l'eau obtenue par pompage dans la nappe phréatique.
- Tout opérateur situé dans ou hors de la Région qui recourt aux services d'assainissement de la SBGE.

Les prix unitaires pratiqués par la SBGE et les subsides de la Région à la SBGE sont déterminés sur base de l'Article 14 et de l'Article 15 du Contrat.

Article 14. Définition du prix des services fournis par la SBGE

§ 1. Les prix des services fournis par la SBGE sont définis sur base des principes suivants :

- Etape 1 : la Région notifie à la SBGE les objectifs à atteindre et les subsides associés à ces objectifs et que la Région propose de verser à la SBGE ;
- Etape 2 : sur base de ces objectifs, la SBGE estime, sur base des meilleures pratiques en la matière, les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs et adopte un :
 - Plan d'investissement : il définit l'échéancier des investissements devant être réalisés durant au moins la durée de ce Contrat.
Ce Plan d'investissement sera basé sur le Plan d'investissement reproduit à l'Annexe 1 ;
 - Plan opérationnel qui définit pour une durée au moins égale à la durée de ce Contrat :

- les charges opérationnelles et financières nécessaires. Les niveaux de ces charges sont définis sur base des meilleures pratiques et la matière et, le cas échéant, des résultats des marchés publics passés par la SBGE ou cédés à celle-ci ;
- les volumes de prestations à réaliser par la SBGE. Ces volumes de prestations sont, dans la mesure du possible, distincts en fonction des différents objectifs à atteindre par la SBGE.

Ce Plan opérationnel sera basé sur le Plan opérationnel reproduit à l'Annexe 1.

- Etape 3 : sur base de ces deux plans et des subsides proposés par la Région, la SBGE établit un Plan financier prospectif définissant, sur une base au moins annuelle et pour une durée au moins égale à la durée de ce Contrat, le coût total annuel associé à la réalisation des objectifs de la SBGE.

Ce Plan financier sera basé sur le Plan financier reproduit à l'Annexe 1.

Le coût total annuel est décomposé dans la mesure du possible en fonction des différents objectifs à atteindre par la SBGE.

Le Plan financier prospectif définit, sur base des coûts totaux annuels et des volumes de prestations, les niveaux de prix unitaires associés aux services fournis par la SBGE. Ces niveaux de prix unitaires peuvent varier sur la durée du Plan financier ;

- Etape 4 : la SBGE notifie au Gouvernement les trois plans précédemment établis et les prix unitaires associés aux différents services prestés par la SBGE que la SBGE aura établis sur base de ces plans ;
- Etape 5 : le Gouvernement notifie à la SBGE :
 - (a) Ou bien, son accord concernant les plans proposés par la SBGE à l'étape 4 ci-dessus et les prix unitaires qui en découlent. Dans ce cas, les trois plans remplacent les documents précédemment versés à l'Annexe 1 ;
 - (b) Ou bien, ses commentaires et objections concernant les plans ou sa volonté de revoir les objectifs à atteindre et les subsides associés à ces objectifs tels que précédemment notifiés par la Région à l'étape 1.

Dans ce cas, la SBGE notifie, conformément aux étapes 2 à 4 de nouveaux plans et prix unitaires au Gouvernement.

Les Parties procèdent annuellement à une évaluation des plans et des prix des services fournis par la SBGE sur base des modalités décrites ci-dessus.

§ 2. Les prix des services applicables à une année calendaire donnée sont établis sur base du calendrier suivant :

- Etape 1 : notification par le Gouvernement à la SBGE avant la fin du mois de janvier de l'année précédant l'année calendaire considérée ;
- Etape 2 : notification par la SBGE au Gouvernement avant la fin du mois de mars de l'année précédant l'année calendaire considérée ;
- Etape 3 : notification par le Gouvernement à la SBGE avant la fin du mois d'avril de l'année précédant l'année calendaire considérée.

Au cas où, conformément à l'étape 5(b) telle que définie au présent Article, le Gouvernement souhaite la réévaluation des plans, des objectifs de la SBGE et des subsides à la SBGE, les Parties conviendront des échéances à respecter pour permettre à la SBGE de définir de nouveau prix unitaires.

En cas de révision du prix des services fournis par la SBGE conformément au présent Article, la SBGE met à jour l'Annexe 3 au Contrat sur base des modalités d'estimation et d'application des prix unitaires d'assainissement convenus avec le Gouvernement.

Article 15. Subsides et prix unitaires pour les années 2006 et 2007

Par dérogation à l'Article 14, les Parties conviennent que :

- Sous réserve de l'approbation du budget par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, la Région subsidiera la SBGE à concurrence de 12,1 MEUR pour 2007, payable en quatre montants trimestriels égaux.
- Le prix unitaire d'assainissement pratiqué par la SBGE en 2006 et 2007 sera :
 - 0.3275 EUR HTVA par mètre cube d'eau distribuée ou autoproduite suivants les cas (« Prix Unitaire Standard »), pour, au moins, les consommateurs d'eau suivants :
 - personnes physiques titulaires d'un compte auprès du Distributeur ;
 - personnes morales, titulaires d'un compte auprès du Distributeur ou auto-producteurs, qui occupent moins de sept (7) personnes.

Les modalités d'applications du Prix Unitaire Standard aux différents consommateurs d'eau sont précisées dans l'Annexe 3.

- défini et appliqué sur base des modalités de l'Annexe 3, pour les consommateurs d'eau auxquels le Prix Unitaire Standard n'est pas appliqué. Ce prix pourra être estimé sur base forfaitaire ou réelle, sans préjudice pour la SBGE d'émettre pour ces consommateurs des factures d'avance établie sur base du Prix Unitaire Standard.

Article 16. Gestion comptable

La SBGE s'engage à maintenir :

- une comptabilité générale propre ;
- une comptabilité budgétaire ;
- une comptabilité analytique permettant l'identification des coûts et des revenus relatifs aux différents objectifs de la SBGE.

TITRE IV INFORMATION, SUIVI, EVALUATION

Article 17. Information du Gouvernement et du Ministre

Le Gouvernement et le Ministre doivent être tenus régulièrement informés par la SBGE de l'exécution de ses missions au titre du présent Contrat.

En outre, dans le respect de ses obligations légales, la SBGE s'engage à mettre à la disposition du Ministre toute information utile en matière de définition, analyse et suivi de la politique en matière d'eau, en particulier toute information nécessaire au calcul du coût-vérité.

Article 18. Rapport annuel

La SBGE s'engage, outre les obligations légales et réglementaires imposées à toute société commerciale en matière d'information, à produire sur base annuelle un rapport reprenant les principaux événements encourus dans l'année par la SBGE ainsi qu'un ensemble d'éléments utiles à sa publicité et permettant d'assurer la transparence de la SBGE vis-à-vis de sa clientèle et de la Région.

Article 19. Suivi semestriel du Contrat

Les Parties s'engagent à réaliser un suivi régulier et au moins semestriel du Contrat sur base des modalités d'évaluation définies à l'Article 21.

La SBGE actualise semestriellement son Plan d'entreprise qui comprend au moins :

- Le Plan d'investissement ;
- Le Plan Opérationnel ;
- Le Plan d'investissement.

Article 20. Evaluation intermédiaire du Contrat

Conformément à l'article 25, § 4, de l'Ordonnance, au terme de la deuxième année du Contrat, les Parties s'engagent à réaliser une évaluation intermédiaire du Contrat et, le cas échéant, à apporter au Contrat les modifications nécessaires pour la seconde partie de sa durée de validité.

Cette évaluation portera en particulier sur :

- La gestion de la SBGE en bon père de famille et suivant les meilleures pratiques ;
- L'avancement du Plan d'investissement ;
- Le taux d'assainissement des eaux résiduaires urbaines dans la Région.

Article 21. Modalités de suivi et d'évaluation du Contrat

Un Comité de Suivi de l'exécution du Contrat se réunit au moins semestriellement. Ce Comité de Suivi est composé du Ministre en charge de la politique de l'eau, ou de son représentant, des membres du Comité de Direction de la SBGE et des Commissaires du Gouvernement.

Endéans les six (6) mois suivant la conclusion du Contrat, le Comité de Suivi définit les modalités de suivi et d'évaluation du Contrat. Ces modalités seront décrites à l'Annexe 2.

D'autre part, dans le cadre du suivi du Contrat, la SBGE comparera de façon permanente et en fonction des données disponibles, le niveau de sa performance et celui d'autres acteurs belges et européens actifs dans le même secteur.

Article 22. Sanctions

En cas de défaillance grave ou de défaut répété d'exécution de ses obligations par la SBGE, la Région, après une mise en demeure écrite et motivée, se réserve le droit de ne pas payer, tout ou partie, des subventions prévues au titre de l'Article 9.

En cas de défaillance grave ou de défaut répété d'exécution de ses obligations par la Région, la SBGE après une mise en demeure écrite et motivée, se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts dont l'importance sera proportionnelle aux dommages subis.

TITRE V MODIFICATION ET FIN DU CONTRAT

Article 23. Adaptation du Contrat suite à une évolution du contexte

Lorsque l'évolution de certains éléments du contexte de conclusion du présent Contrat ou lorsque le contenu des dispositions légales, ordonnancielles ou réglementaires que la SBGE est chargée d'appliquer ou qui la concernent, nécessitent une modification du Contrat, la partie la plus diligente peut demander la révision du Contrat.

Article 24. Avenant au Contrat

Nonobstant les modalités de modification prescrites à l'Article 25, toute modification au présent Contrat ne peut être effectuée que par voie d'avenant conclu entre les Parties.

Article 25. Annexes au Contrat et modifications des Annexes

Les Annexes au Contrat peuvent être modifiées comme suit :

- L'Annexe 1 : Plans d'investissement, opérationnel et financier initiaux et revus conformément à l'Article 14.
- L'Annexe 2 : Modalités de suivi et d'évaluation du Contrat définies conformément à l'Article 21.
- L'Annexe 3 : Modalités d'estimation et d'application des prix unitaires d'assainissement. Cette Annexe est établie par la SBGE :
 - En ce qui concerne les prix d'assainissement applicables en 2006 et 2007, sur base des modalités de taxation prévues par l'ordonnance du 29 mars 1996 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées dont l'abrogation est prévue à l'article 70 de l'Ordonnance ;
 - En ce qui concerne les années 2008 et suivantes, conformément à l'Article 14.

Article 26. Fin du Contrat

Le Gouvernement s'engage à soumettre à la SBGE un nouveau projet de Contrat au plus tard six (6) mois avant le terme de ce Contrat,

A défaut d'un accord des Parties sur un nouveau Contrat, le présent Contrat est prorogé de plein droit conformément à l'article 25, § 6, alinéa 2, de l'Ordonnance.

TITRE VI DISPOSITIONS FINALES

Article 27. Entrée en vigueur du Contrat

Le Contrat entre en vigueur en date du 1 novembre 2006.

INHOUDSTAFEL

TITEL I. ALGEMENE BEPALINGEN.....	iii
Artikel 1. Definities.....	iii
Artikel 2. Voorwerp van het Contract.....	iii
Artikel 3. Draagwijdte van het Contract.....	iv
Artikel 4. Duur van het Contract en inwerkingtreding.....	iv
Artikel 5. Opdracht van de BMWB.....	iv
Artikel 6. Gedragsregels ten opzichte van begunstigden van de diensten.....	iv
TITEL II. WEDERZIJDSE VERPLICHTINGEN VAN DE PARTIJEN.....	vi
Artikel 7. Verplichting van de BMWB om de openbare sanering te verzekeren.....	vi
Artikel 8. Verplichting van de BMWB om saneringscontracten af te sluiten	vi
Artikel 9. Verplichting van het Gewest tot financiering van de BMWB.....	vi
Artikel 10. Wederzijdse verbintenissen die verbonden zijn aan het opstarten van de activiteit.....	vi
Artikel 11. Dienstenprestaties voor zuivering en vervoer van afvalwater geleverd door het Gewest in het kader van het opstarten van de BMWB.....	viii
TITEL III. FINANCIERING VAN DE ACTIVITEITEN VAN DE BMWB.....	x
Artikel 12. Bijkomende doelstellingen die de Regering aan de BMWB oplegt.....	x
Artikel 13. Financiering van de BMWB.....	x
Artikel 14. Definitie van de prijzen van de door de BMWB geleverde diensten.....	x
Artikel 15. Inkomsten en eenheidsprijzen voor de jaren 2006 en 2007.....	xii
Artikel 16. Boekhoudkundig beheer.....	xii
TITEL IV. VOORLICHTING, OPVOLGING, BEOORDELING	xiv
Artikel 17. Voorlichting van de Regering en van de Minister.....	xiv
Artikel 18. Jaarlijks verslag.....	xiv
Artikel 19. Semestriële Opvolging van het Contract.....	xiv
Artikel 20. Tussentijds evaluatie van het Contract.....	xiv
Artikel 21. Modaliteiten voor opvolging en evaluatie van het Contract.....	xiv
Artikel 22. Sancties.....	xv
TITEL V. WIJZIGING EN BEEINDIGING VAN HET CONTRACT	xvi
Artikel 23. Aanpassing van het Contract ingevolge contextuele veranderingen.....	xvi
Artikel 24. Aanhangsel van het contract.....	xvi
Artikel 25. Bijvoegsel van het Contract en wijziging van de Bijvoegsels.....	xvi
Artikel 26. Beëindiging van het contract.....	xvi
TITEL VI. SLOTBEPALINGEN.....	xvii
Artikel 27. Inwerkingtreding van het Contract	xvii
BIJVOEGSELS.....	xviii
BIJVOEGSEL 1 : INVESTERINGS-, OPERATIONEEL EN FINANCIËEL PLAN ...	
BIJVOEGSEL 2 : MODALITEITEN VOOR OPVOLGING EN BEOORDELING VAN HET CONTRACT	
BIJVOEGSEL 3 : MODALITEITEN VOOR SCHATTING en toepassing VAN DE EENHEIDSPRIJS VOOR SANERING	

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 (hierna « de Ordonnantie ») ;

Gelet op de goedkeuring door de Regering op 21 december 2006;

Gelet op de goedkeuring van de Raad van Bestuur van de BMWB van 15 december 2006 ;

TUSSEN

De Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer, publiekrechtelijke naamloze vennootschap, vertegenwoordigd door Philippe Debry, Voorzitter van de Raad van Bestuur, en Dirk De Smedt, Vice-Voorzitter van de Raad van Bestuur, overeenkomstig de bepalingen van artikel 25, § 2, van de ordonnantie, hierna genoemd « de BMWB »

EN

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de Minister onder wiens bevoegdheid de BWMB valt, overeenkomstig artikel 24 § 1 van de ordonnantie, hierna « het Gewest » genoemd,

Wordt overeengekomen wat volgt :

TITEL I. ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1. Definities

In de zin van dit Contract en zijn bijvoegsels hebben de gebruikte omschrijvingen en bewoordingen – indien niet uitdrukkelijk anders vermeld – de betekenis bepaald in artikel 5 van de ordonnantie.

De woorden die omschreven worden in dit artikel worden gebruikt met een hoofdletter in de rest van de tekst.

Bijvoegsels. Bijvoegsels van het Contract bedoeld in Artikel 25 van dit Contract

Contract. Dit contract, afgesloten tussen de BMWB en de Regering

Minister. Minister belast met het Waterbeleid bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

Ordonnantie. Ordonnantie van 20 oktober 2006 houdende oprichting van een kader voor het Waterbeleid

BMW B. Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer, opgericht door de Regering in overeenstemming met de Ordonnantie

Verdeler : Operator belast met de verdeling van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie, namelijk, volgens de Ordonnantie, de Brussels Intercommunale voor Waterdistributie (BIWD)

Zelfproducent : Natuurlijke of rechtspersoon die rechtstreeks het water verbruikt dat verkregen wordt door oppompen uit een waterlaag.

Contract voor saneringsdiensten : Overeenkomst afgesloten door de BMWB krachtens welke de BMWB saneringsdiensten levert

Aquiris contract : Vergunningscontract betreffende de bouw en de uitbating van de zuiveringsinstallatie Brussel-Noord afgesloten tussen Aquiris en het Gewest, op 27 juni 2001 met inbegrip van aanhangsels

BIWM contract: Contract betreffende de uitbating van de zuiveringsinstallatie van het zuidelijk bekken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest afgesloten tussen de Brusselse Intercommunale Water Maatschappij (BIWM) en het Gewest op 28/04/1994, met inbegrip van de aanhangsels.

Regering : Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest

Gewest : Brussels Hoofdstedelijke Gewest

Partijen : Partijen van dit contract

VIVAQUA : Brusselse Intercommunale Water Maatschappij (BIWM) gelet op haar nieuwe naam

Artikel 2. Voorwerp van het Contract

Dit Contract wordt afgesloten krachtens artikelen 24 en 25 van de Ordonnantie. Het bepaalt de regels en de voorwaarden volgens welke de BMWB haar opdrachten uitvoert die haar toegewezen werden en regelt de wederzijdse rechten en verplichtingen van de Partijen.

Artikel 3. Draagwijdte van het Contract

De Bijvoegsels beschreven in Artikel 25 worden aan dit Contract toegevoegd en maken er volledig deel van uit.

In geval van afwijkende interpretatie tussen deze documenten, zal het Contract primeren op de andere documenten die aan het Contract worden toegevoegd.

De Bijvoegsels van het Contract waarvan de uitwerking voorzien is na de ondertekening van het Contract worden geacht volledig deel daarvan uit te maken zodra ze door de Partijen afgesloten worden.

Het Contract en zijn Bijvoegsels weerspiegelen de totaliteit van de akkoorden van de partijen inzake zijn voorwerp en vernietigen en vervangen alle voorgaande schriftelijke of mondelinge verbintenissen of contracten die betrekking hadden op hetzelfde voorwerp.

Artikel 4. Duur van het Contract en inwerkingtreding

Overeenkomstig artikel 25 van de Ordonnantie wordt de duur van dit Contract bepaald op 5 jaar, te rekenen vanaf de datum van de inwerkingtreding ervan.

Wanneer bij het vervallen van het Contract geen enkel ander Contract wordt afgesloten, dan wordt dit Contract van rechtswege verlengd tot de inwerkingtreding van het nieuwe Contract, en dit voor een maximale duur van een jaar.

Artikel 5. Opdracht van de BMWB

De BMWB vervult de opdrachten omschreven in artikel 21 van de ordonnantie, waaronder meer bepaald :

- de levering van openbare saneringsdiensten voor afvalwater ;
- de coördinatie en tegemoetkomingen bij de verwezenlijking van werken voor de riolering, de inzameling en de zuivering van stedelijk afvalwater bij de infrastructures die zij beheert

De BMWB levert saneringsdiensten voor stedelijk afvalwater op rechtstreekse of onrechtstreekse wijze door tussenkomst van dienstverstrekkers die daarvoor door de BMWB vergoed worden.

Indien niet uitdrukkelijk anders vermeld, worden de saneringsdiensten gezien als door de BMWB uitgevoerd in functie van het volume verdeeld of zelf geproduceerd water.

Artikel 6. Gedragsregels ten opzichte van begunstigden van de diensten

De BMWB verbindt zich ertoe om ten opzichte van de begunstigden van de diensten de volgende regels na te komen :

- Regelmatige voorlichting en dit ten minste een keer per jaar, van de verwezenlijking door de BMWB van haar opdrachten ;
- Geen discriminatie tussen haar klanten behalve op basis van objectieve en redelijke criteria of wettelijke en regelgevende verplichtingen ;
- Opleggen van algemeen aanvaardbare betalingsvoorwaarden voor dit soort diensten, meer bepaald inzake de betalingsfrequentie, de betalingstermijn en de desgevallend de nalatigheidinteresten ;
- Streven naar een dienstenlevering aan een zo laag mogelijke prijs, waarbij de doelstellingen die de Partijen overeengekomen zijn zoveel mogelijk worden nagestreefd.

TITEL II. WEDERZIJDSE VERPLICHTINGEN VAN DE PARTIJEN

Artikel 7. Verplichting van de BMWB om de openbare sanering te verzekeren

De BMWB verbindt zich ertoe om :

- de verwezenlijking van de openbare sanering in het Gewest te verzekeren;
- de investeringen te plannen en door te voeren die nodig zijn om de opdracht van openbare sanering te verzekeren in het Gewest;
- de optimale werking van de bestaande of aan te leggen riolering, de collectoren, de bufferopslag en de zuiveringsstations te verzekeren en waarvan zij de beheerder is ;
- een meetnetwerk te creëren, te ontwikkelen en uit te baten voor het debiet van de waterlopen en de collectoren van afvalwater alsook voor het meten van de pluviometrie.

Artikel 8. Verplichting van de BMWB om saneringscontracten af te sluiten

De BMWB verbindt er zich toe om binnen de zes (6) maanden die volgen op de inwerkingtreding van het Contract, een Dienstencontract voor Sanering met de Verdelers en de Zelfproducenten af te sluiten die dat wensen.

Artikel 9. Verplichting van het Gewest tot financiering van de BMWB

Het Gewest verbindt er zich toe om subsidies ter beschikking van de BMWB te stellen, zoals bepaald krachtens Artikel 14 en Artikel 15 van het Contract.

Artikel 10. Wederzijdse verbintenissen die verbonden zijn aan het opstarten van de activiteit

In het kader van de opstart van de activiteiten van de BMWB, verbindt het Gewest zich er toe om de totaliteit van de activa en de contracten die nodig zijn voor het uitoefenen van de saneringsactiviteiten over te dragen, te verkopen, aan te voeren of over te hevelen naar de BMWB, die ze aanvaardt.

De vastgoedactiva worden overgedragen met toepassing van de BTW voor zover alle voorwaarden hiertoe vervuld zijn en meer bepaald dat de activa beschouwd kunnen worden als nieuwe gebouwen in de zin van de relevante reglementering inzake BTW.

Deze vervreemdingen en overdrachten omvatten :

- De verkoop aan de BMWB voor eind 2006, van de Collector Noord voor een bedrag van 59.033.972 EUR BTW-exclusief ;
- De verkoop of de inbreng in de BMWB, onder voorwaarden die door de twee partijen bepaald moeten worden van de activa van het Gewest die nodig zijn voor sanering van water, namelijk:
 - STEP Sud ;
 - Bufferopslag Watermaelbeek ;

- Bufferopslag Roodebeek ;
- Bufferopslag Belliard ;
- Collector Drootbeek ;
- Collector Graystraat ;
- Collector Industrielaan ;
- Collector St Gillis – Twee Stationsstraat ;
- Collector Forest (axe Paepsem en Gerij) ;
- Collector Anderlecht – hevel onder kanaal ;
- Collector Uccle ;
- Collector Ceria ;
- Buis afvalwater STEP Zuid;
- Collector St Gillis - Hallepoort-zuid ;
- Collector Verrewinckelbeek - Drogenbos ;
- Grond STEP Zuid;
- Grond STEP Noord;
- Bufferopslag Flagey ;
- Collector Tervuren ;
- Collector Broebelaar;
- Netwerk meting op afstand ;
- Collector Anderlecht - verbinding Neerpedebeek.

▪De overdracht van het Aquiris-contract en alle rechten en verplichtingen die daaraan verbonden zijn, onder opschortende voorwaarde van aanvaarding door de vennootschap Aquiris van deze overdracht;

▪De overdracht van het BIWM-contract en alle rechten en verplichtingen die daaraan verbonden zijn, onder opschortende voorwaarde van aanvaarding door de VIVAQUA van deze overdracht;

Eventuele kosten inzake betwistingen met betrekking tot de overgedragen, verkochte of door het Gewest aan de BMWB ingebrachte activa en contracten, waarin begrepen de eventuele veroordelingen uitgesproken door de rechtbanken en die vóór de ondertekening van het Contract opgestart werden of waarvan het feit of de oprichtende handeling voorafgaand is aan de genoemde ondertekening, zullen door het Gewest gedragen worden.

De BMWB verbindt er zich tegelijkertijd toe, om met de steun van het Gewest, alle contracten af te sluiten die nodig zijn voor de uitoefening van de saneringsactiviteiten. Meer bepaald :

- Het afsluiten van Dienstcontracten voor Sanering ;
- Het afsluiten met de vennootschap Aquafin van een Dienstcontract voor Sanering, onder voorbehoud van een daartoe gegeven voorafgaand akkoord van het Vlaamse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Aquafin, krachtens welke Aquafin en de BMWB de respectieve verbintenissen van het Vlaams

Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overnemen ten titel van de « Overeenkomst tussen de Vlaamse executieve en de executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin de verwezenlijking voorzien is van de infrastructuur die nodig is voor waterzuivering en verdeling van de kosten voor de werken voor de sanering van de bekkens van de Zenne en de Woluwe in de Brusselse regio, met inbegrip van de werkingskosten en de kosten voor behandeling van slib ».

In het kader van het opstarten van de activiteit van de BMWB, en in afwachting van het moment dat de BMWB over het nodige personeel beschikt om de goederen en contracten waarmee zij belast is op zelfstandige wijze kan beheren, wordt er het volgende overeengekomen :

- Het Gewest verleent aan de BMWB alle diensten die nodig zijn voor het beheer van deze goederen en contracten; deze diensten worden in het bijzonder uitgevoerd door ambtenaren van het Bestuur Uitrusting en Vervoer belast met het waterbeheer (BUV-water) van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- De Raad van Bestuur van de BMWB en de directie van BUV-water zullen het volgende overeenkomen :

- de bijzondere mandaten door de Raad van Bestuur van de BMWB toevertrouwd aan vertegenwoordigers van het BUV-water;

- de modaliteiten van de regelmatige opvolging door de Raad van Bestuur van de BMWB van de door het BUV-water aan de BMWB verleende diensten, waarvoor de Raad van Bestuur van de BMWB of haar afgevaardigden een voldoende beschikbaarheid aan de dag zullen leggen;

nodig voor de goede werking van de beheerdiensten die als overgangsmaatregel door het BUV-water aan de BMWB worden geleverd;

- Het Gewest stelt zich borg voor wat betreft de burgerlijke aansprakelijkheid van de BMWB en van de ambtenaren van het Gewest voor wat betreft de goederen en contracten waarvoor het Gewest beheerdiensten aan de BMWB levert als overgangsmaatregel;

- Het Gewest en de BMWB zullen zo spoedig mogelijk ambtenaren van het Gewest ter beschikking stellen voor de goede werking van de BMWB, buiten aanwervingen die eventueel door de BMWB worden uitgevoerd. In dit kader verbindt de Raad van Bestuur van de BMWB zich ertoe een personeelsstatuut van de BMWB op te stellen binnen 5 (vijf) maanden vanaf de inwerkingtreding van het Contract.

De vroegere aanwervingen zullen hooguit 9 (negen) maanden duren vanaf de inwerkingtreding van het Contract en aflopen wanneer de BMWB over het geheel van het personeel beschikt op basis waarvan de goederen en contracten waarmee zij belast is beheerd kunnen worden.

Artikel 11. Dienstenprestaties voor zuivering en vervoer van afvalwater geleverd door het Gewest in het kader van het opstarten van de BMWB.

In het kader van het opstarten van de activiteit van de BMWB, zal het Gewest diensten aan de BMWB kunnen verzekeren inzake zuivering en vervoer van afvalwater. Hiertoe zal het Gewest aan de BMWB zijn zuiveringsdiensten en

vervoerdiensten van afvalwater kunnen factureren op basis van de door het Gewest gedragen lasten, waarin begrepen lasten in verband met het BIWM-contract en het Aquiris-contract, tot de effectieve overdracht van deze contracten.

In het kader van het opstarten van de activiteit van de BMWB, in het geval het Gewest aan een derde partij zuiveringsdiensten en diensten inzake vervoer van afvalwater in verband met activiteiten gepresteerd door de BMWB zou verlenen, kan de BMWB aan het Gewest zuiveringsdiensten en diensten inzake vervoer van afvalwater factureren op basis van in dit kader door het Gewest ontvangen inkomsten.

TITEL III. FINANCIERING VAN DE ACTIVITEITEN VAN DE BMWB

Artikel 12. Bijkomende doelstellingen die de Regering aan de BMWB oplegt

De Regering verbindt zich ertoe de BMWB geen bijkomende doelstellingen voorop te stellen, op rechtstreekse of onrechtstreekse wijze, zonder zich ervan te vergewissen dat de nodige middelen beschikbaar zijn binnen de BMWB voor het verwezenlijken van de bijkomende doelstellingen.

Wanneer bijkomende doelen gesteld worden door de Regering voor de BMWB, dan zullen de financieringsmiddelen van de BMWB bepaald worden in onderhandeling met de Partijen overeenkomstig Artikel 13.

Elke nieuwe bijkomende doelstelling zal vertaald worden in een aanhangsel van dit Contract waarin de weerslag op de BMWB van die bijkomende doelstelling omschreven zal worden.

Artikel 13. Financiering van de BMWB

De financiering van de BMWB wordt verzekerd door handelsinkomsten en subsidies die door het Gewest gestort worden.

De handelsinkomsten van de BMWB die verbonden zijn aan de watersanering, worden door de BMWB gefactureerd aan iedere natuurlijke of rechtspersoon die een Dienstcontract voor Sanering heeft afgesloten met de BMWB, meer bepaald :

- De operatoren die gelegen zijn in het Gewest en onderworpen zijn aan een verplichting tot sanering van water krachtens de Ordonnantie, namelijk
 - De operator(en) belast met de verdeling van drinkwater dat bestemd is voor menselijke consumptie ;
 - Iedere gebruiker die rechtstreeks het water verbruikt verkregen door oppompen uit een waterlaag.
- Elke operator gelegen binnen of buiten het Gewest die een beroep doet op de saneringsdiensten van de BMWB.

De eenheidsprijzen die gehanteerd worden door de BMWB en de subsidies van het Gewest voor de BMWB worden bepaald op basis van Artikel 14 en Artikel 15 van het Contract.

Artikel 14. Definitie van de prijzen van de door de BMWB geleverde diensten

§ 1. De prijzen van de door de BMWB geleverde diensten worden bepaald op basis van de volgende beginselen :

- stap 1 : het Gewest stelt de BMWB in kennis van de te behalen doelstellingen en de subsidies die aan die doelstellingen verbonden zijn die het Gewest zal gaan storten aan de BMWB ;
- stap 2 : op basis van deze doelstellingen, maakt de BMWB een schatting op basis van de best beschikbare praktijken van de middelen die nodig zijn voor de verwezenlijking van deze doelstellingen en keurt ze wat volgt goed :

○ Investeringsplan : bepaalt de tijdskalender van de investeringen die ten minste gedaan moeten worden tijdens de duur van het Contract.

Dit investeringsplan zal gebaseerd zijn op het Investeringsplan van Bijvoegsel 1 ;

○ Operationeel Plan waarin voor ten minste de duur van het Contract worden bepaald :

▪ De nodige operationele en financiële lasten. De omvang van deze lasten wordt bepaald op basis van de beste beschikbare praktijken en desgevallend de resultaten van de openbare opdrachten die gegund worden door de BMWB of die aan haar overgedragen worden ;

▪ De omvang van de prestaties die door de BMWB gedaan moeten worden. De omvang van die prestaties worden in de mate van het mogelijke opgesplitst in functie van de verschillende door de BMWB te halen doelstellingen.

Dit operationele Plan zal gebaseerd zijn op het operationele Plan van Bijvoegsel 1.

▪ stap 3 : op basis van deze twee plannen en van de door het Gewest voorgestelde subsidies, stelt de BMWB een prospectief financieel plan op waarin op ten minste een jaarlijkse basis en ten minste voor de duur van het Contract, de totale jaarlijkse kost wordt bepaald die verbonden is aan de verwezenlijking van de doelstellingen van de BMWB.

Dit financieel Plan zal gebaseerd zijn op het financieel Plan van Bijvoegsel 1.

De totale jaarlijkse kost wordt in de mate van het mogelijke opgesplitst volgens de verschillende door de BMWB te halen doelstellingen.

Het prospectieve financiële Plan bepaalt op basis van de totale jaarlijkse kost en de omvang van de prestaties, de hoogte van de eenheidsprijzen die verbonden zijn aan de diensten die geleverd worden door de BMWB. De hoogte van die eenheidsprijzen kan verschillen tijdens de duur van het financieel plan.

▪ stap 4 : de BMWB maakt aan de Regering de drie plannen over die eerder werden opgesteld alsook de eenheidsprijzen die verbonden zijn aan de verschillende diensten geleverd door de BMWB die de BMWB heeft vastgesteld op basis van die plannen ;

▪ stap 5 : de Regering stelt de BMWB in kennis van :

○ (a) of haar akkoord inzake de plannen die door de BMWB voorgesteld worden in stap 4 en de eenheidsprijzen die daaruit voortvloeien. In dat geval, vervangen de drie plannen de eerder in Bijvoegsel 1 opgenomen plannen;

○ (b) of haar opmerkingen of bezwaren inzake de plannen of haar wil om de te behalen doelstellingen en de toelagen die verbonden zijn aan die doelstellingen zoals eerder meegedeeld door het Gewest in stap 1 te herzien .

In dat geval, stelt de BMWB de Regering in kennis van nieuwe plannen en eenheidsprijzen, overeenkomstig stappen 2 tot 4.

De Partijen gaan jaarlijks over tot een beoordeling van de plannen en de prijzen van de door de BMWB geleverde diensten op basis van de hoger beschreven modaliteiten.

§ 2. De prijzen voor de diensten die van toepassing zijn voor een bepaald kalenderjaar worden bepaald op basis van de volgende timing

- stap 1 : kennisgeving door de Regering aan de BMWB voor het einde van de maand januari van het jaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in kwestie ;
- stap 2 : kennisgeving door de BMWB aan de Regering voor het einde van de maand maart van het jaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in kwestie ;
- stap 3 : kennisgeving door de Regering aan de BMWB voor het einde van de maand april van het jaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in kwestie .

Indien de Regering, overeenkomstig etappe 5(b) zoals gedefinieerd in dit artikel, de herevaluatie wenst van de plannen, doelen van de BMWB en subsidies aan de BMWB, zullen de Partijen de na te leven termijnen bepalen om de BMWB in staat te stellen nieuwe eenheidsprijzen te definiëren.

In het geval van een herziening van de prijs van de diensten geleverd door de BMWB overeenkomstig dit artikel, werkt de BMWB Bijvoegsel 3 van het Contract bij op basis van de modaliteiten van raming en toepassing van de eenheidsprijzen voor zuivering zoals overeengekomen met de Regering.

Artikel 15. Inkomsten en eenheidsprijzen voor de jaren 2006 en 2007

Afwijkend op Artikel 14, komen de partijen overeen dat

- Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door het Parlement, zal het Gewest de BMWB betoelagen voor 12,1 M EUR BTW-inclusief voor 2007, te betalen in vier gelijke kwartaalbedragen
- De eenheidsprijs voor de zuivering toegepast door de BMWB in 2006 en 2007 is :
 - 0.3275 EUR excl. BTW per kubieke meter water verdeeld of zelfgeproduceerd, desgevallend, voor de waterverbruikers die niet gekozen hebben of bij ontstentenis gekozen hebben voor een eenheidsprijs voor zuivering geraamd op forfaitaire basis;
 - bepaald op basis van de modaliteiten van Bijvoegsel 3, voor de waterverbruikers die gekozen hebben voor een eenheidsprijs voor sanering, geschat op niet-forfaitaire basis, zonder nadeel voor de BMWB om voor haar verbruikers facturen op te maken voor voorschotten gebaseerd op de eenheidsprijs voor sanering geschat op forfaitaire basis.

Artikel 16. Boekhoudkundig beheer

De BMWB verbindt zich ertoe :

- Een eigen algemene boekhouding bij te houden alsook
- Een begrotingsboekhouding ;
- Een analytische boekhouding, waardoor het mogelijk wordt de kosten en de inkomsten te bepalen voor de verschillende doelstellingen van de BMWB.

De Partijen gaan jaarlijks over tot een beoordeling van de plannen en de prijzen van de door de BMWB geleverde diensten op basis van de hoger beschreven modaliteiten.

§ 2. De prijzen voor de diensten die van toepassing zijn voor een bepaald kalenderjaar worden bepaald op basis van de volgende timing

- stap 1 : kennisgeving door de Regering aan de BMWB voor het einde van de maand januari van het jaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in kwestie ;
- stap 2 : kennisgeving door de BMWB aan de Regering voor het einde van de maand maart van het jaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in kwestie ;
- stap 3 : kennisgeving door de Regering aan de BMWB voor het einde van de maand april van het jaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in kwestie .

Indien de Regering, overeenkomstig etappe 5(b) zoals gedefinieerd in dit artikel, de herevaluatie wenst van de plannen, doelen van de BMWB en subsidies aan de BMWB, zullen de Partijen de na te leven termijnen bepalen om de BMWB in staat te stellen nieuwe eenheidsprijzen te definiëren.

In het geval van een herziening van de prijs van de diensten geleverd door de BMWB overeenkomstig dit artikel, werkt de BMWB Bijvoegsel 3 van het Contract bij op basis van de modaliteiten van raming en toepassing van de eenheidsprijzen voor zuivering zoals overeengekomen met de Regering.

Artikel 15. Inkomsten en eenheidsprijzen voor de jaren 2006 en 2007

Afwijkend op Artikel 14, komen de partijen overeen dat

- Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door het Parlement, zal het Gewest de BMWB betoelagen voor 12,1 M EUR BTW-inclusief voor 2007, te betalen in vier gelijke kwartaalbedragen
- De eenheidsprijs voor de zuivering toegepast door de BMWB in 2006 en 2007 is :
 - 0.3275 EUR excl. BTW per kubieke meter water verdeeld of zelfgeproduceerd, desgevallend, voor de waterverbruikers die niet gekozen hebben of bij ontstentenis gekozen hebben voor een eenheidsprijs voor zuivering geraamd op forfaitaire basis;
 - bepaald op basis van de modaliteiten van Bijvoegsel 3, voor de waterverbruikers die gekozen hebben voor een eenheidsprijs voor sanering, geschat op niet-forfaitaire basis, zonder nadeel voor de BMWB om voor haar verbruikers facturen op te maken voor voorschotten gebaseerd op de eenheidsprijs voor sanering geschat op forfaitaire basis.

Artikel 16. Boekhoudkundig beheer

De BMWB verbindt zich ertoe :

- Een eigen algemene boekhouding bij te houden alsook
- Een begrotingsboekhouding ;

Binnen de zes (6) maanden die volgen op het afsluiten van het Contract, bepaalt het Opvolgingscomité de modaliteiten voor opvolging en beoordeling van het Contract. Deze modaliteiten zullen omschreven worden in Bijvoegsel 2.

De BMWB zal eveneens voortdurend en in functie van de beschikbare gegevens een vergelijking maken tussen haar prestatieniveau en dat van andere Belgische en Europese operatoren die in dezelfde sector actief zijn.

Artikel 22. Sancties

In geval van ernstige tekortkoming of indien de BMWB herhaaldelijk haar verplichtingen niet nakomt, behoudt het Gewest zich, na een geschreven en met redenen omkleedde ingebrekestelling, het recht voor om de subsidies voorzien in Artikel 4 gedeeltelijk of volledig niet te betalen.

In geval van ernstige tekortkoming of indien de BMWB herhaaldelijk haar verplichtingen niet nakomt, behoudt het Gewest zich, na een geschreven en met redenen omkleedde ingebrekestelling, het recht voor om schadevergoeding en interesten te vorderen op evenredige wijze met de geleden schade.

TITEL V. WIJZIGING EN BEEINDIGING VAN HET CONTRACT

Artikel 23. Aanpassing van het Contract ingevolge contextuele veranderingen

Wanneer de context waarin dit Contract werd afgesloten wijzigt of wanneer de inhoud van de wettelijke, verordenende of regelgevende bepalingen die de BMWB geacht wordt toe te passen of die op haar betrekking hebben, een wijziging van het Contract vereisen, dan kan de meest gereede partij de herziening van het Contract vragen.

Artikel 24. Aanhangsel van het contract

Behalve de modaliteiten voor wijziging bepaald in Artikel 25, kan geen enkele wijziging van dit contract gedaan worden, behalve bij aanhangsel afgesloten tussen de Partijen.

Artikel 25. Bijvoegsel van het Contract en wijziging van de Bijvoegsels

De Bijvoegsels van het Contract kunnen als volgt gewijzigd worden :

- Bijvoegsel 1 : Oorspronkelijk operationeel, financieel en investeringsplan en krachtens Artikel 9 herziene versie.
- Bijvoegsel 2 : Modaliteiten voor opvolging en beoordeling van de Contracten, omschreven overeenkomstig Artikel 16.
- Bijvoegsel 3 : Modaliteiten voor schatting en toepassing van de eenheidsprijs voor sanering. Dit bijvoegsel wordt opgesteld door de BMWB :

- Wat de zuiveringsprijzen betreft die in 2006 en 2007 van toepassing zijn, op basis van de heffingsmodaliteiten voorzien door de ordonnantie van 29 maart 1996 tot instelling van een belasting op het storten van afvalwater waarvan de herroeping voorzien is in artikel 70 van de Ordonnantie;

- Wat betreft de jaren 2008 en volgende, overeenkomstig artikel 14

Artikel 26. Beëindiging van het contract

De Regering verbindt zich ertoe aan de BMWB een nieuw ontwerp van Contract voor te leggen ten laatste zes (6) maanden voor het einde van dit Contract.

Bij ontstentenis van akkoord van de Partijen inzake een nieuw Contract, wordt dit Contract van rechtswege verlengd, overeenkomstig artikel 25, § 6, 2^e lid van de Ordonnantie.

TITEL VI. SLOTBEPALINGEN

Artikel 27. Inwerkingtreding van het Contract

Het Contract treedt in werking op 1 november 2006.

Bruxelles, le 22 décembre 2006.

La Ministre en charge de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Le Président du Conseil d'Administration de la SBGE,

P. DEBRY

Le Vice-Président du Conseil d'Administration de la SBGE,

D. DE SMEDT

Brussels, 22 december 2006.

De Minister belast met Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Voorzitter van de Raad van Bestuur van de BMWG,

P. DEBRY

De Vice-Voorzitter van de Raad van Bestuur van de BMWG,

D. DE SMEDT

ANNEXES

ANNEXE 1: PLANS D'INVESTISSEMENT, OPERATIONNEL ET FINANCIER

Plan d'investissement

		2006	2007	2008	2009	2010
Collecteur Nord	MEUR HTVA	59,0				
Stockage tampon Watermaelbeek	MEUR HTVA	13,3				
Stockage tampon Roodebeek	MEUR HTVA	11,9				
Collecteur Uccle	MEUR HTVA	14,6				
Stockage tampon Flagey	MEUR HTVA		33,1			
Collecteur Tervueren	MEUR HTVA		3,1			
Collecteur Broebelaar	MEUR HTVA		7,9			
Réseau télémesure	MEUR HTVA		2,5			
Collecteur Anderlecht - liaison Neerpedebeek	MEUR HTVA		5,2			
Collecteur Verrewinkelbeek - Linkebeek-Uccle	MEUR HTVA		5,0			
Couverture Geleysbeek	MEUR HTVA		1,0			
Projet Molenbeek	MEUR HTVA		4,1	4,1	4,1	4,1
Bassin d'orage Forest	MEUR HTVA		4,4	4,4	4,4	
Lutte contre les inondations	MEUR HTVA		6,0	6,0	6,0	6,0
Total	MEUR HTVA	98,9	72,2	14,5	14,5	10,1

(note : dates sur base de la planification actuelle des investissements, susceptibles d'adaptation)

Plan opérationnel

		2006	2007	2008	2009	2010
Personnel	KEUR HTVA		1730	1765	1800	1836
Location de bureau	KEUR HTVA	10	200	204	208	212
Fournitures de bureau	KEUR HTVA	5	50	51	52	53
Prestations de services professionnels	KEUR HTVA	465	950	969	988	1008
Autres services et biens divers	KEUR HTVA	10	80	82	83	85
Rémunération des administrateurs	KEUR HTVA	10	50	51	52	53
Total	KEUR HTVA	500	3060	3121	3184	3247

(note : ventilation par poste fonction du planning de démarrage de la SBGE)

Plan financier – principaux indicateurs et compte de résultat

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PRINCIPAUX INDICATEURS													
Volume d'eau distribué	9.4	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1
Mm ³ /an													
Prix assainissement SBGE	0.3275	0.3275	0.3602	0.3962	0.4358	0.4794	0.5274	0.5379	0.5487	0.5596	0.5708	0.5823	0.5939
Croissance Prix d'assainissement		0%	10%	10%	10%	10%	10%	2%	2%	2%	2%	2%	2%
Prix de l'eau													
Eau	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06
Egouttage communal - ex-IBrA (max)	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Prix total eau	2.64	2.64	2.67	2.71	2.75	2.79	2.84	2.85	2.86	2.87	2.88	2.89	2.90
Croissance Prix total eau vs 2006 - impact assainissement		0%	1%	3%	4%	6%	8%	8%	8%	9%	9%	10%	10%
Ratio SEC95													
Ratio 50%	217%	71%	50%	53%	57%	61%	65%	65%	66%	66%	67%	67%	68%
Bénéfice de l'exercice	(0.2)	(0.1)	(11.4)	(8.9)	(6.1)	(1.9)	3.1	4.1	5.1	6.2	7.4	5.7	6.5
Bénéfice / perte cumulés	(0.2)	(0.3)	(11.8)	(20.6)	(26.7)	(28.6)	(25.5)	(21.4)	(16.3)	(10.0)	(2.6)	3.1	9.6
Subside régional pour la SBGE	-	12.1	20.4	22.5	24.7	27.2	29.9	30.5	31.1	31.7	32.4	33.0	33.7
Croissance subside régional		69%	69%	10%	10%	10%	10%	2%	2%	2%	2%	2%	2%
COMPTE DE RESULTATS													
REVENUS													
Prestations d'assainissement public	3.1	31.0	47.2	51.3	55.8	60.8	66.2	67.5	68.8	70.0	71.4	72.7	74.1
Part Region Flamande	3.06	18.37	20.21	22.2	24.5	26.9	29.6	30.2	30.8	31.4	32.0	32.7	33.3
Subsidés	-	0.49	6.95	6.6	6.7	6.7	6.8	6.8	6.9	6.9	7.0	7.1	7.1
COÛTS OPERATIONNELS													
Achats exceptionnels (dépollution STEP Nord, collecteur de l'ouest)	(0.5)	(19.5)	(46.0)	(46.4)	(46.8)	(47.2)	(47.6)	(48.1)	(48.5)	(49.0)	(49.5)	(50.0)	(50.5)
Annuités STEP Nord	-	-	(38.5)	(38.8)	(39.1)	(39.3)	(39.6)	(39.9)	(40.2)	(40.5)	(40.8)	(41.1)	(41.4)
Annuités STEP Sud	-	(4.2)	(4.3)	(4.4)	(4.5)	(4.6)	(4.6)	(4.7)	(4.8)	(4.9)	(5.0)	(5.1)	(5.2)
Frais de structure	(0.5)	(3.1)	(3.1)	(3.2)	(3.2)	(3.3)	(3.4)	(3.4)	(3.5)	(3.6)	(3.7)	(3.7)	(3.8)
Bénéfices / Pertes opérationnels bruts													
MEUR	2.6	11.5	1.2	4.9	9.0	13.6	18.6	19.4	20.2	21.1	21.9	22.8	23.6
Amortissements													
MEUR	(0.9)	(7.2)	(7.6)	(7.9)	(8.2)	(8.3)	(8.5)	(8.6)	(8.8)	(8.9)	(9.1)	(9.2)	(9.4)
Profit/Perte opérationnel net													
MEUR	1.6	4.3	(6.4)	(3.0)	0.8	5.2	10.1	10.8	11.4	12.1	12.8	13.5	14.3
Charges Financières													
Intérêts payés sur emprunts	(1.9)	(4.4)	(5.2)	(5.9)	(6.6)	(6.8)	(6.7)	(6.4)	(6.1)	(5.8)	(5.4)	(5.1)	(4.7)
Intérêts payés sur trésorerie	-	-	-	-	(0.3)	(0.3)	(0.3)	(0.3)	(0.2)	(0.1)	-	-	-
Commissions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits Financiers													
Intérêts reçus sur trésorerie	-	0.0	0.1	0.0	-	-	-	-	-	-	0.0	0.2	0.3
Bénéfices / Pertes avant impôts													
MEUR	(0.2)	(0.1)	(11.4)	(8.9)	(6.1)	(1.9)	3.1	4.1	5.1	6.2	7.4	8.6	9.9
Impôts													
MEUR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2.94)	(3.36)
Bénéfices / Perte après impôts													
MEUR	(0.2)	(0.1)	(11.4)	(8.9)	(6.1)	(1.9)	3.1	4.1	5.1	6.2	7.4	5.7	6.5
Bénéfice/ Perte de l'exercice à affecter													
MEUR	-	(0.2)	(0.3)	(11.8)	(20.6)	(26.7)	(28.6)	(25.5)	(21.4)	(16.3)	(10.0)	(2.6)	3.1
Dividendes													
MEUR	(0.2)	(0.3)	(11.8)	(20.6)	(26.7)	(28.6)	(25.5)	(21.4)	(16.3)	(10.0)	(2.6)	3.1	9.6

Plan financier – flux de trésorerie (cash flow)

CASH FLOWS	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
REVENUS													
Prestations d'assainissement public	3.1	31.0	47.2	51.3	55.8	60.8	66.2	67.5	68.8	70.0	71.4	72.7	74.1
Part Region Flamande	3.06	18.37	20.21	22.2	24.5	26.9	29.6	30.2	30.8	31.4	32.0	32.7	33.3
Subsides	-	0.49	6.55	6.6	6.7	6.7	6.8	6.8	6.9	6.9	7.0	7.1	7.1
	-	12.10	20.41	22.5	24.7	27.2	29.9	30.5	31.1	31.7	32.4	33.0	33.7
COUTS OPERATIONNELS													
Achats except. (assain STEP Nord, collect. Woluwe)	(0.5)	(19.5)	(45.0)	(45.4)	(46.8)	(47.2)	(47.6)	(48.1)	(48.5)	(49.0)	(49.5)	(50.0)	(50.5)
Annuité Step Nord	-	(12.2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Annuité Step Sud	-	(4.2)	(4.3)	(4.4)	(4.5)	(4.6)	(4.6)	(4.7)	(4.8)	(4.9)	(5.0)	(5.1)	(5.2)
Frais de structure	(0.5)	(3.1)	(3.1)	(3.2)	(3.2)	(3.3)	(3.4)	(3.4)	(3.5)	(3.6)	(3.7)	(3.7)	(3.8)
Net Operating Cash Flow	2.6	11.5	1.2	4.9	9.0	13.6	18.6	19.4	20.2	21.1	21.9	22.8	23.6
Investissements	(98.86)	(69.20)	(14.54)	(14.5)	(10.1)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)
(Increase) / Decrease in Working Capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pre-Financed Pre-Tax Cash Flow	(96.3)	(57.7)	(13.3)	(9.6)	(1.1)	7.6	12.6	13.4	14.2	15.1	15.9	16.8	17.6
Tax Paid	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2.9)	(3.4)
Pre-Financed Post-Tax Cash Flow	(96.3)	(57.7)	(13.3)	(9.6)	(1.1)	7.6	12.6	13.4	14.2	15.1	15.9	13.8	14.3
Equity	36.10	48.71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loan drawdowns	62.76	20.57	8.44	19.35	10.05	3.48	-	-	-	-	-	-	-
Loan Fees	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loan Interests	(1.88)	(4.38)	(5.19)	(5.89)	(6.64)	(6.84)	(6.68)	(6.40)	(6.09)	(5.77)	(5.43)	(5.06)	(4.68)
Repayment of principal	-	(1.09)	(2.18)	(2.28)	(3.44)	(4.27)	(4.79)	(5.07)	(5.38)	(5.70)	(6.04)	(6.40)	(6.79)
Interests on Cash Balance	-	0.01	0.13	0.02	(0.27)	(0.27)	(0.32)	(0.30)	(0.23)	(0.11)	0.04	0.18	0.30
Post-Financed Post-Tax Cash Flow	0.7	6.1	(12.1)	1.6	(1.4)	(0.3)	0.8	1.6	2.5	3.5	4.5	2.5	3.1
Cash Brought Forward	-	0.68	6.77	(5.36)	(3.77)	(5.16)	(5.48)	(4.66)	(3.03)	(0.51)	2.96	7.44	9.97
Dividends Paid	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cash Carried Forward	0.7	6.8	(5.4)	(3.8)	(5.2)	(5.5)	(4.7)	(3.0)	(0.5)	3.0	7.4	10.0	13.1

Plan financier – bilan

BALANCE SHEET	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
ACTIF													
Actifs Corporels	97.94	260.88	267.85	274.5	276.4	274.1	271.6	268.9	266.1	263.2	260.1	256.9	253.5
Actifs circulants													
Créances commerciales													
Cash at hand	0.7	6.8	-	-	-	-	-	-	-	3.0	7.4	10.0	13.1
ACTIF TOTAL	98.6	267.6	267.8	274.5	276.4	274.1	271.6	268.9	266.1	266.2	267.6	266.9	266.6
PASSIF													
Capital - apporté en numéraire	36.10	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80
Capital - apporté en nature	-	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95
Bénéfice / Perte reporté	(0.23)	(0.34)	(11.75)	(20.63)	(26.70)	(28.56)	(25.45)	(21.39)	(16.28)	(10.04)	(2.61)	3.09	9.61
Fonds propres	35.86	185.41	174.00	165.12	159.05	157.19	160.30	164.36	169.47	175.71	183.14	188.84	195.36
Dettes financières à long terme	61.67	80.06	86.21	102.13	107.92	106.61	101.53	96.16	90.46	84.41	78.01	71.22	64.03
Dette financière échéant dans l'année	1.09	2.18	2.28	3.44	4.27	4.79	5.07	5.38	5.70	6.04	6.40	6.79	7.20
Dette financière à court terme	-	-	5.36	3.8	5.2	5.5	4.7	3.0	0.5	-	-	-	-
Dettes commerciales													
PASSIF TOTAL	98.6	267.6	267.8	274.5	276.4	274.1	271.6	268.9	266.1	266.2	267.6	266.9	266.6

ANNEXE 2 : MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION DU CONTRAT

A définir conformément à l'Article 21.

**ANNEXE 3 : MODALITES D'ESTIMATION ET D'APPLICATION DES PRIX
UNITAIRES D'ASSAINISSEMENT**

A définir conformément à l'Article 25.

BIJVOEGSELS**BIJVOEGSEL 1 : INVESTERINGS-, OPERATIONEEL EN FINANCIËEL PLAN****Investeringsplan**

		2006	2007	2008	2009	2010
Collecteur Nord	MEUR HTVA	59,0				
Stockage tampon Watermaelbeek	MEUR HTVA	13,3				
Stockage tampon Roodebeek	MEUR HTVA	11,9				
Collecteur Uccle	MEUR HTVA	14,6				
Stockage tampon Flagey	MEUR HTVA		33,1			
Collecteur Tervueren	MEUR HTVA		3,1			
Collecteur Broebelaar	MEUR HTVA		7,9			
Réseau télémesure	MEUR HTVA		2,5			
Collecteur Anderlecht - liaison Neerpedebeek	MEUR HTVA		5,2			
Collecteur Verrewinkelbeek - Linkebeek-Uccle	MEUR HTVA		5,0			
Couverture Geleytsbeek	MEUR HTVA		1,0			
Projet Molenbeek	MEUR HTVA		4,1	4,1	4,1	4,1
Bassin d'orage Forest	MEUR HTVA		4,4	4,4	4,4	
Lutte contre les inondations	MEUR HTVA		6,0	6,0	6,0	6,0
Total	MEUR HTVA	98,9	72,2	14,5	14,5	10,1

(note : dates sur base de la planification actuelle des investissements, susceptibles d'adaptation)

Operationnelplan

		2006	2007	2008	2009	2010
Personnel	KEUR HTVA		1730	1765	1800	1836
Location de bureau	KEUR HTVA	10	200	204	208	212
Fournitures de bureau	KEUR HTVA	5	50	51	52	53
Prestations de services professionnels	KEUR HTVA	465	950	969	988	1008
Autres services et biens divers	KEUR HTVA	10	80	82	83	85
Rémunération des administrateurs	KEUR HTVA	10	50	51	52	53
Total	KEUR HTVA	500	3060	3121	3184	3247

(note : ventilation par poste fonction du planning de démarrage de la SBGE)

Plan financier – principaux indicateurs et compte de résultat

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PRINCIPAUX INDICATEURS													
Volume d'eau distribué	9.4	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1	56.1
Mm³/an													
Prix assainissement SBGE	0.3275	0.3275	0.3602	0.3962	0.4358	0.4794	0.5274	0.5379	0.5487	0.5596	0.5708	0.5823	0.5939
Croissance Prix d'assainissement		0%	10%	10%	10%	10%	10%	2%	2%	2%	2%	2%	2%
Prix de l'eau													
Eau	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06	2.06
Egouttage communal - ex-IBrA (max)	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Prix total eau	2.64	2.64	2.67	2.71	2.75	2.79	2.84	2.85	2.86	2.87	2.88	2.89	2.90
Croissance Prix total eau vs 2006 - impact assainissement		0%	1%	3%	4%	6%	8%	8%	8%	9%	9%	10%	10%
Ratio SEC95													
Ratio 50%	217%	71%	50%	53%	57%	61%	65%	65%	66%	66%	67%	67%	68%
Bénéfice de l'exercice	(0.2)	(0.1)	(11.4)	(8.9)	(6.1)	(1.9)	3.1	4.1	5.1	6.2	7.4	5.7	6.5
Bénéfice / perte cumulés	(0.2)	(0.3)	(11.8)	(20.6)	(26.7)	(28.6)	(25.5)	(21.4)	(16.3)	(10.0)	(2.6)	3.1	9.6
Subside régional pour la SBGE	-	12.1	20.4	22.5	24.7	27.2	29.9	30.5	31.1	31.7	32.4	33.0	33.7
Croissance subside régional			69%	10%	10%	10%	10%	2%	2%	2%	2%	2%	2%
COMPTE DE RESULTATS													
REVENUS													
Prestations d'assainissement public	3.1	31.0	47.2	51.3	55.8	60.8	66.2	67.5	68.8	70.0	71.4	72.7	74.1
Part Region Flamande	3.06	18.37	20.21	22.2	24.5	26.9	29.6	30.2	30.8	31.4	32.0	32.7	33.3
Subsidés	-	0.49	6.95	6.6	6.7	6.7	6.8	6.8	6.9	6.9	7.0	7.1	7.1
COÛTS OPERATIONNELS													
Achats exceptionnels (dépollution STEP Nord, collecteur de l'ouest)	(0.5)	(19.5)	(46.0)	(46.4)	(46.8)	(47.2)	(47.6)	(48.1)	(48.5)	(49.0)	(49.5)	(50.0)	(50.5)
Annuités STEP Nord	-	-	(38.5)	(38.8)	(39.1)	(39.3)	(39.6)	(39.9)	(40.2)	(40.5)	(40.8)	(41.1)	(41.4)
Annuités STEP Sud	-	(4.2)	(4.3)	(4.4)	(4.5)	(4.6)	(4.6)	(4.7)	(4.8)	(4.9)	(5.0)	(5.1)	(5.2)
Frais de structure	(0.5)	(3.1)	(3.1)	(3.2)	(3.2)	(3.3)	(3.4)	(3.4)	(3.5)	(3.6)	(3.7)	(3.7)	(3.8)
Bénéfices / Pertes opérationnels bruts													
MEUR	2.6	11.5	1.2	4.9	9.0	13.6	18.6	19.4	20.2	21.1	21.9	22.8	23.6
Amortissements	(0.9)	(7.2)	(7.6)	(7.9)	(8.2)	(8.3)	(8.5)	(8.6)	(8.8)	(8.9)	(9.1)	(9.2)	(9.4)
Profit/Perte opérationnel net													
MEUR	1.6	4.3	(6.4)	(3.0)	0.8	5.2	10.1	10.8	11.4	12.1	12.8	13.5	14.3
Charges Financières													
Intérêts payés sur emprunts	(1.9)	(4.4)	(5.2)	(5.9)	(6.6)	(6.8)	(6.7)	(6.4)	(6.1)	(5.8)	(5.4)	(5.1)	(4.7)
Intérêts payés sur trésorerie	-	-	-	-	(0.3)	(0.3)	(0.3)	(0.3)	(0.2)	(0.1)	-	-	-
Commissions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits Financiers	-	0.0	0.1	0.0	-	-	-	-	-	-	0.0	0.2	0.3
Intérêts reçus sur trésorerie	-	0.0	0.1	0.0	-	-	-	-	-	-	0.0	0.2	0.3
Bénéfices / Pertes avant impôts													
MEUR	(0.2)	(0.1)	(11.4)	(8.9)	(6.1)	(1.9)	3.1	4.1	5.1	6.2	7.4	8.6	9.9
Impôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2.94)	(3.36)
Bénéfices / Perte après impôts													
MEUR	(0.2)	(0.1)	(11.4)	(8.9)	(6.1)	(1.9)	3.1	4.1	5.1	6.2	7.4	5.7	6.5
Bénéfice/ Perte de l'exercice à affecter													
MEUR	-	(0.2)	(0.3)	(11.8)	(20.6)	(26.7)	(28.6)	(25.5)	(21.4)	(16.3)	(10.0)	(2.6)	3.1
Dividendes													
MEUR	(0.2)	(0.3)	(11.8)	(20.6)	(26.7)	(28.6)	(25.5)	(21.4)	(16.3)	(10.0)	(2.6)	3.1	9.6

Plan financier – flux de trésorerie (cash flow)

CASH FLOWS	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
REVENUS													
Prestations d'assainissement public	3.1	31.0	47.2	51.3	55.8	60.8	66.2	67.5	68.8	70.0	71.4	72.7	74.1
Part Region Flamande	3.06	18.37	20.21	22.2	24.5	26.9	29.6	30.2	30.8	31.4	32.0	32.7	33.3
Subsides	-	0.49	6.55	6.6	6.7	6.7	6.8	6.8	6.9	6.9	7.0	7.1	7.1
	-	12.10	20.41	22.5	24.7	27.2	29.9	30.5	31.1	31.7	32.4	33.0	33.7
COUTS OPERATIONNELS													
Achats except. (assain STEP Nord, collect. Woluwe)	(0.5)	(19.5)	(45.0)	(45.4)	(46.8)	(47.2)	(47.6)	(48.1)	(48.5)	(49.0)	(49.5)	(50.0)	(50.5)
Annuité Step Nord	-	(12.2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Annuité Step Sud	-	(4.2)	(4.3)	(4.4)	(4.5)	(4.6)	(4.6)	(4.7)	(4.8)	(4.9)	(5.0)	(5.1)	(5.2)
Frais de structure	(0.5)	(3.1)	(3.1)	(3.2)	(3.2)	(3.3)	(3.4)	(3.4)	(3.5)	(3.6)	(3.7)	(3.7)	(3.8)
Net Operating Cash Flow	2.6	11.5	1.2	4.9	9.0	13.6	18.6	19.4	20.2	21.1	21.9	22.8	23.6
Investissements	(98.86)	(69.20)	(14.54)	(14.5)	(10.1)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)	(6.0)
(Increase) / Decrease in Working Capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pre-Financed Pre-Tax Cash Flow	(96.3)	(57.7)	(13.3)	(9.6)	(1.1)	7.6	12.6	13.4	14.2	15.1	15.9	16.8	17.6
Tax Paid	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2.9)	(3.4)
Pre-Financed Post-Tax Cash Flow	(96.3)	(57.7)	(13.3)	(9.6)	(1.1)	7.6	12.6	13.4	14.2	15.1	15.9	13.8	14.3
Equity	36.10	48.71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loan drawdowns	62.76	20.57	8.44	19.35	10.05	3.48	-	-	-	-	-	-	-
Loan Fees	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loan Interests	(1.88)	(4.38)	(5.19)	(5.89)	(6.64)	(6.84)	(6.68)	(6.40)	(6.09)	(5.77)	(5.43)	(5.06)	(4.68)
Repayment of principal	-	(1.09)	(2.18)	(2.28)	(3.44)	(4.27)	(4.79)	(5.07)	(5.38)	(5.70)	(6.04)	(6.40)	(6.79)
Interests on Cash Balance	-	0.01	0.13	0.02	(0.27)	(0.27)	(0.32)	(0.30)	(0.23)	(0.11)	0.04	0.18	0.30
Post-Financed Post-Tax Cash Flow	0.7	6.1	(12.1)	1.6	(1.4)	(0.3)	0.8	1.6	2.5	3.5	4.5	2.5	3.1
Cash Brought Forward	-	0.68	6.77	(5.36)	(3.77)	(5.16)	(5.48)	(4.66)	(3.03)	(0.51)	2.96	7.44	9.97
Dividends Paid	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cash Carried Forward	0.7	6.8	(5.4)	(3.8)	(5.2)	(5.5)	(4.7)	(3.0)	(0.5)	3.0	7.4	10.0	13.1

Plan financier – bilan

BALANCE SHEET	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
ACTIF													
Actifs Corporels	97.94	260.88	267.85	274.5	276.4	274.1	271.6	268.9	266.1	263.2	260.1	256.9	253.5
Actifs circulants													
Créances commerciales													
Cash at hand	0.7	6.8	-	-	-	-	-	-	-	3.0	7.4	10.0	13.1
ACTIF TOTAL	98.6	267.6	267.8	274.5	276.4	274.1	271.6	268.9	266.1	266.2	267.6	266.9	266.6
PASSIF													
Capital - apporté en numéraire	36.10	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80	84.80
Capital - apporté en nature	-	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95	100.95
Bénéfice / Perte reporté	(0.23)	(0.34)	(11.75)	(20.63)	(26.70)	(28.56)	(25.45)	(21.39)	(16.28)	(10.04)	(2.61)	3.09	9.61
Fonds propres	35.86	185.41	174.00	165.12	159.05	157.19	160.30	164.36	169.47	175.71	183.14	188.84	195.36
Dettes financières à long terme	61.67	80.06	86.21	102.13	107.92	106.61	101.53	96.16	90.46	84.41	78.01	71.22	64.03
Dette financière échéant dans l'année	1.09	2.18	2.28	3.44	4.27	4.79	5.07	5.38	5.70	6.04	6.40	6.79	7.20
Dette financière à court terme	-	-	5.36	3.8	5.2	5.5	4.7	3.0	0.5	-	-	-	-
Dettes commerciales													
PASSIF TOTAL	98.6	267.6	267.8	274.5	276.4	274.1	271.6	268.9	266.1	266.2	267.6	266.9	266.6

**BIJVOEGSEL 2 : MODALITEITEN VOOR OPVOLGING EN BEOORDELING VAN
HET CONTRACT**

Te bepalen overeenkomstig artikel 21

**BIJVOEGSEL 3: MODALITEITEN VOOR SCHATTING EN TOEPASSING
VAN DE EENHEIDSPRIJS VOOR SANERING**

Te bepalen overeenkomstig artikel 25.